

## Document

# Résister à la dictature de la finance – Reconquérir la démocratie et les droits sociaux !

Extraits de la Déclaration politique & actions  
coordonnées – JSC (Joint Social Conference –  
Conférence sociale de printemps) 2012 \*

L'année passée, la JSC publiait son diagnostic de la crise. Elle mettait en évidence le caractère systémique de celle-ci : financière, économique, sociale, écologique et politique. Cette crise montre l'échec d'un modèle de développement et de deux décennies de néolibéralisme. La JSC dénonçait aussi le caractère néolibéral de la réponse des gouvernements. Les manifestations européennes (comme celle du 29 septembre 2010) n'avaient pas réussi à inverser le rapport de forces. Nous allons donc continuer à construire ce rapport de forces, par tous les moyens et en alliance la plus large possible avec les acteurs sociaux : syndicats, ONG, intellectuels, politiciens. [...]

## Les campagnes et actions à mener

Avec la crise actuelle, le néolibéralisme a subi une défaite théorique et économique. Celle-ci ne s'est pas traduite, jusqu'à aujourd'hui, par une défaite politique. Ni la crise, ni les mobilisations massives dans les pays les plus touchés par la crise n'ont à ce jour porté au pouvoir des gouvernements résolus à inverser le cours de ces politiques ; c'est pourquoi nous avons d'urgence besoin d'une convergence transnationale de nos luttes.

Nous ne pourrions remettre en cause cette nouvelle pensée unique qu'en faisant la preuve de notre capacité d'action. Nous le disions déjà l'an passé : « Face à des pouvoirs politiques très bien articulés, notre action politique et sociale a trop souvent souffert d'approches "étanches" entre les deux niveaux de pouvoir (européen et national). [...] un point central de notre approche est donc que pour tous les enjeux nous voulons une approche d'emblée "bi-level", tant pour l'analyse que pour la réflexion ». Nous passons donc des paroles aux actes : l'assemblée de la II<sup>e</sup> JSC a décidé de soutenir les actions ci-

après, qu'elles soient initiées par nous ou par d'autres mouvements sociaux, et d'appeler d'autres à les rejoindre.

## Actions et campagnes prioritaires pour 2012

La JSC propose des actions et campagnes prioritaires aux organisations qui la composent. « Il va de soi qu'elle ne demande pas à chacune de s'engager dans chacune des propositions. »

1. *La gravité de la situation amène la JSC à un appel à la convergence des forces européennes dans leurs luttes pour le progrès. Nous avons besoin de **refonder un nouvel espace public européen**. L'absence d'alternative claire et d'espace de mobilisation freine les mobilisations à l'échelle européenne. C'est pourquoi, aujourd'hui, avec plusieurs organisations et mouvements sociaux, intellectuels, et des représentants de la gauche européenne, nous proposons aux forces vives européennes de poser les premiers jalons d'un "Alter Summit", dans un processus ouvert à toutes les forces qui veulent un changement profond de l'UE.*

2. Nous nous impliquerons activement dans une série d'**actions immédiates** en vue de faire avancer les objectifs qui sont les nôtres :

- le 7 avril lors de la rencontre euro-méditerranéenne des campagnes sur les **audits citoyens de la dette** ;
- la rencontre CEO-TNI des 5 et 6 mai à Bruxelles ;
- les 17 au 17 mai à Francfort pour réclamer le **changement du statut et des missions de la BCE** ;
- lors de la journée globale d'action du 20 juin, dans le cadre du sommet des peuples Rio +20, pour construire le **résistance au néolibéralisme vert** ;
- le Subversive Forum de Zagreb du 13 au 19 mai ;
- dans la campagne d'EPSU (qui sera lancée officiellement le 24 avril) et des mouvements de l'eau, pour **faire de l'eau un bien commun** (le paradigme des biens communs !) ;
- le Global Action Day le 20 juin en relation avec le sommet des peuples Rio+20, en résistance au « capitalisme vert » ;
- un rassemblement à Athènes en septembre ;
- le projet Firenze 10+10 en novembre.

3. Nous développerons ou soutiendrons des campagnes transnationales sur les thèmes suivants :

- **audits citoyens de la dette**, avec un accent particulier sur l'impact de la dette pour les femmes ;
- campagnes de mobilisation **contre la ratification du Pacte budgétaire** par les parlements nationaux, y compris, dans les pays où c'est possible et utile, *via* des référendums ;

- campagne sur la **répartition des richesses** (coordination européenne des salaires, et instauration d'un revenu minimum européen) ;
- **transformation du rôle de la BCE** : prêts aux États, à taux très bas et sous contrôle démocratique européen afin de développer l'emploi et les services publics, satisfaire les besoins sociaux et entamer la transition écologique ; rachat par la BCE, sur le marché secondaire, du stock de dette qui n'aurait pas été annulé ;
- campagne pour la **justice fiscale** et contre la fraude fiscale, en lien avec la journée d'action sur ces thèmes prévue en 2013 ;
- campagne contre la **corruption** (y compris explorer l'idée d'un « audit de la corruption ») ;
- campagne contre les Accords de libre échange et pour un **autre mandat pour la politique commerciale de l'UE** ;
- campagne en défense du droit fondamental à des **services de santé publics et universels**.

4. Nous proposons la mise en œuvre de **comités unitaires citoyens** dans toutes les villes européennes, regroupant des militants-es, des féministes, des mouvements de jeunes, des syndicalistes, des ONG, des « Indignés-es », des représentants-es politiques, en vue de résister aux attaques de l'UE et de bâtir un mouvement massif de solidarité avec la Grèce et tous les peuples en lutte contre l'austérité – sans oublier les pays d'Europe Centrale et Orientale, frappés les premiers par l'austérité sauvage.

5. Nous défendrons le droit à l'action collective en Europe. Pour cela nous travaillerons sur la révision de la **directive « travailleurs détachés »** et nous nous opposerons à l'adoption de la **proposition de règlement Monti II**, qui constitue une atteinte majeure aux droits sociaux et au droit de grève :

- par une sensibilisation des parlementaires européens ;
- en réfléchissant à l'opportunité de recours juridiques contre « Monti II » et toute autre attaque contre nos droits.

6. Nous créerons un outil de communication pour préparer l'« Alter Summit », pour faire circuler l'information sur les campagnes que nous menons ou que nous suivons, pour tirer la sonnette d'alarme sur des attaques antisociales et antidémocratiques dans nos pays, notamment les destructions de la négociation collective. ■

**Sur tous ces thèmes, une série de questions ont été approfondies dans les carrefours [de discussion – NDLR] : il y a des acquis importants et des débats qui demandent encore des approfondissements. Elles feront l'objet d'une publication complémentaire.**

Pour lire la totalité de la déclaration finale JSC 2012 : [www.jointsocialconference.eu](http://www.jointsocialconference.eu)